



## Intervention CGT

### CNESER 17 décembre 2018

Depuis un mois, la population exprime sa colère légitime contre la politique du gouvernement qui pourtant continue sa course à la **déréglementation et à la dérégulation** en accumulant des attaques violentes et délétères, en particulier contre la fonction publique et l'enseignement supérieur et la recherche. Rappelons les attaques des mois derniers, contre les **statuts** : CAP22 menace le statut des fonctionnaires, les instances représentatives du personnel, et veut encore augmenter la précarité (37 % de contractuels dans l'ESR) ; contre les **retraites** : le gouvernement annonce la casse du Code des pensions et veut instaurer un « système universel par points » cassant la solidarité et les droits ; contre les **diplômes** : le nouvel Arrêté Licence, conséquence de la loi ORE, individualise les parcours de chaque étudiant.e, supprime les 1500 heures minimales d'enseignement pour une licence, et casse le cadre national des diplômes ; contre les **ESPE** : le projet de loi pour une école de la confiance, qui prévoit la création des instituts nationaux supérieurs du professorat en lieu et place des ESPE, instaure comme systématique la précarité des étudiants, la caporalisation de la formation et la construction d'une école sous-dotée, avec des enseignants non formés.

**Le projet d'ordonnance sur les regroupements universitaires**, pourtant refusé par toutes les instances représentatives des personnels de l'ESR à l'automne, vient d'être publié au Journal Officiel, et va ouvrir la porte à des expérimentations dérogatoires qui nous promettent dix années de restructurations supplémentaires, de mise en concurrence, de compétition, avec l'explosion des cadres nationaux et des inégalités territoriales, une gouvernance abandonnée aux personnalités extérieures, l'intégration d'établissements privés et le démantèlement des organismes de recherche. À l'ENS Lyon, le CA se réfugie au rectorat derrière une armée de CRS pour décider en catimini du démantèlement de l'établissement...

Dernière attaque en date, **l'augmentation des frais d'inscription** jusqu'à plus de 1 600 % pour les étudiants extracommunautaires, augmentation qui pourrait annoncer et faire passer la pilule de l'augmentation pour tous : déjà en œuvre depuis plusieurs années dans certains établissements, confortée et démultipliée par les réformes et l'« autonomie » des universités, cette hausse va transformer l'enseignement supérieur public dans le sens de sa rentabilisation et de la marchandisation de l'accès aux études supérieures. Avec l'espoir d'une fausse promesse commerciale : accéder à un emploi plus gratifiant et mieux rémunéré. Pour cela, les étudiant-es et leurs familles n'hésiteront pas à s'endetter, parfois lourdement et durablement. Ce n'est donc plus l'État qui investit dans la jeunesse pour la former et garantir son avenir mais la jeunesse elle-même qui doit investir dans des études pour son avenir, quitte à l'hypothéquer.

Dans cette logique, les universités ne perçoivent plus des droits d'inscription, mais facturent un service. L'étudiant.e est considéré-e désormais comme un.e client.e. On ne va plus à l'université pour s'instruire et s'émanciper mais pour obtenir un service qui va coûter de plus en plus cher.

Aujourd'hui, les membres du **CNESER** vont devoir s'exprimer sur les moyens 2019 alloués à l'ESR alors qu'il y a moins d'une semaine, le Ministère annonçait aux établissements que le GVT 2019 ne serait pas abondé (confirmé par les documents reçus dimanche dernier, veille du plénier) et qu'ils ne pourraient que compter sur leurs ressources propres pour le financer et payer leurs agents. Et quelles ressources propres ? L'augmentation des droits, bien sûr, pourtant dénoncée et refusée par la quasi-totalité de la communauté. On organise encore et toujours la pénurie, sous couvert d'autonomie, pour littéralement étouffer nos établissements et les contraindre à prendre des mesures contre nature. Et finalement, ce ne seront pas les étudiant-es étranger.es qui vont profiter à faible coût d'un système financé par l'impôt mais bien les agents de l'Etat qui vont être payés grâce à leurs frais d'inscription !

Après la mise en place de **ParcourSup**, véritable dispositif de tri sélectif, et de la loi ORE qui ont évincé les titulaires du baccalauréat les plus fragiles et les plus défavorisé.es, la sélection par l'argent vient parfaire le processus d'exclusion qui restreint l'accès aux études supérieures à quelques privilégié-es ou « bien né-es » au détriment du plus grand nombre.

Cette situation, insupportable, mobilise également la **jeunesse** qui défend son droit à un avenir. Elle se mobilise contre la sélection dès l'entrée au lycée dans des parcours restreints sans possibilité de réorientation, pour la défense du baccalauréat comme diplôme national, et pour l'abrogation de ParcourSup et de la loi ORE. Mobilisée, la jeunesse exprime son désaccord dans la rue. Elle sait bien que l'augmentation des frais d'inscription pour les étudiant.es étranger.es ouvre la porte à la généralisation pour tou.tes les étudiant.es. Les lycéen-nes et les étudiant-es ont pourtant raison de réclamer le droit à l'émancipation pour toutes et tous. Or aujourd'hui, la jeunesse est victime d'une répression inadmissible visant à juguler l'agglomération des exaspérations.

La CGT ne peut pas accepter que le pouvoir, en se servant de lois antiterroristes, frappe et tape nos enfants, ceux de la République ! Le seul dialogue social de ce gouvernement est la répression et la violence.

Que doit-on penser d'un pays qui humilie ses jeunes en les parquant, à genoux, mains sur la tête ? Qui les met en garde vue pendant 36 heures pour avoir écrit « Macron démission » ? Qui les gaze à tous les coins de rue ? Nous condamnons les violences policières, nous dénonçons, une nouvelle fois, l'utilisation de la force et de la répression par les pouvoirs publics et le gouvernement, en lieu et place de réponses aux légitimes revendications.

Rien ne peut justifier de telles atteintes aux libertés de manifestations et d'expression.

La CGT va continuer à s'opposer à la politique répressive mise en œuvre par le gouvernement, et à défendre la jeunesse et ses revendications légitimes.

La CGT continue à exiger pour l'ESR :

- la fin de la politique de précarisation et la mise en place d'un plan de titularisation
- un plan pluriannuel de création d'emplois de fonctionnaires enseignants-chercheurs, chercheurs, ingénieurs, personnels techniques, de bibliothèque et administratifs à hauteur de 6 000 créations d'emplois/an pendant 10 ans et dès à présent, le dégel de tous les emplois vacants
- une réelle revalorisation des grilles et des carrières dans notre secteur
- une réelle augmentation du financement public de l'Enseignement supérieur et de la recherche qui permette l'ouverture de places supplémentaires en 1er cycle post bac et le refus de toute sélection à l'entrée à l'université, de toute augmentation des droits d'inscription.

Au total, comme l'intersyndicale de l'ESR l'a déjà exprimé, nous revendiquons une augmentation de 3 milliards d'€/an pendant 10 ans, pour atteindre l'objectif de 1% du PIB pour la recherche publique et 2% du PIB pour l'enseignement supérieur.

**Nous revendiquons, aujourd'hui comme hier, le maintien et le développement d'un service public national d'enseignement supérieur et de recherche, laïque, démocratique et émancipateur GRATUIT pour toutes et tous, sur l'ensemble du territoire quelle que soit son origine sociale ou géographique.**